

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 12 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOA

8 rue Louis Bréguet
ZI Sud
72 000 LE MANS

Références : EC-2022-633-INSP-SOA LE MANS-Le Mans-RAP
Code AIOT : 0006301137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement SOA implanté ZIS 8 rue Louis Bréguet 72000 LE MANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été effectuée dans le cadre du programme d'actions de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOA
- ZIS 8 rue Louis Bréguet 72000 LE MANS
- Code AIOT : 0006301137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SOA est une filiale de SARP elle-même filiale du groupe VEOLIA. En mai 2021, le groupe a racheté Suez RV OSIS devenu SARP OSIS. Le site du Mans, reçoit essentiellement des déchets de vidange de fosse septique, nettoyage de cuve à fioul (enlèvement et découpage de cuve à fioul), de débouchage de canalisation, désinfection etc.

Pour le secteur professionnel/industriel, les déchets reçus proviennent d'opération de nettoyage de séparateurs à hydrocarbures et postes de relevage, le pompage et nettoyage de bacs à graisse, le curage et détartrage de canalisation, le diagnostic canalisation mais aussi la collecte de certains déchets liquides et solides dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite précédente (garanties financières, plan de gestion de solvants, état des stocks...)
- moyens de lutte contre l'incendie et confinement des eaux d'extinction incendie
- procédure d'acceptation des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rétentions et confinement des eaux d'extinction incendies	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, articles 7.3.1 et 7.1.7	/	Sans objet, délai 3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, articles 3.2.2 et 3.2.4	/	Sans objet, délai 3 mois
5	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, articles 7.1.2, 1.4 et 1.6.8	/	Sans objet, délai 1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, articles 1.6.1 et suivants	/	Observation
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, articles 7.1.7	/	Observations
6	Propreté des locaux et des zones	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, articles 2.3.1 et 7.1.3	/	Observations
7	Conditions d'acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, articles 5.4.1.2	/	Observations

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant dispose d'un suivi de ses installations et a mis en place les nouvelles dispositions en matière de dématérialisation du registre et des bordereaux de suivi des déchets dangereux via TRACKDECHETS. Certains points font l'objet d'observations ou de demande de mise en conformité, de justifications et/ou d'améliorations. Il appartient à l'exploitant de les prendre en compte et de transmettre les éléments attendus.

Les installations du site sont réglementées principalement par l'arrêté préfectoral du 16 février 2017. Certaines modifications et améliorations ont été apportées au site. Dans ce cadre, il est demandé à l'exploitant de transmettre un porter-à-connaissance relatif aux évolutions du site (modifications effectuées, plans à jour,...).

Par ailleurs, des installations du site étant concernées par la directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles dite IED, et classées sous la rubrique 3550 de la nomenclature icpe, un dossier de réexamen "IED" complété le 25 février 2021 relatif à la prise en compte des meilleures techniques disponibles (MTD) rendues applicables par l'arrêté ministériel du 17/12/2019 a été transmis. Il est rappelé qu'il est attendu à ce titre une proposition de mise à jour de la surveillance notamment des rejets aqueux (macro et micropolluants) qui tient compte de cet arrêté.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, articles 1.6.1 et suivants
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 1.6.1. MONTANT ET ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées ci-après de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.[...] Le montant total des garanties à constituer est de 103 032 €, définis par référence avec l'indice TP01 d'août 2016 égal à 668,5 et pour une TVA de 19,6 %.</p> <p>L'exploitant adresse au préfet le document attestant de la constitution des garanties financières établi dans les conditions prévues par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières et dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement et précise la valeur de l'indice TP01 utilisé.</p> <p>ARTICLE 1.6.2. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance.</p> <p>ARTICLE 1.6.3. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants : - tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TPO1 ; - lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% (quinze pourcent) de l'indice TP01, dans les six mois qui suivent cette variation.</p> <p>Constats : Les installations du site sont soumises au régime de l'autorisation pour le transit de déchets contenant des déchets/substances dangereuses et pour le lavage de fûts, conteneurs, citernes de transports de matières alimentaires et matières dangereuses au titre de la législation des installations classées pour l'environnement (icpe). Elles sont réglementées principalement par arrêté préfectoral d'autorisation du 16 février 2017.</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 22/10/2019, il a été constaté que certains déchets n'étaient plus pris en charge sur le site tels que les DASRI et d'autres n'étaient pas pris en compte dans le calcul du montant des garanties financières. Il a, par conséquent, été demandé à l'exploitant d'actualiser le montant des garanties financières pour ces installations en tenant compte des quantités maximales de déchets et de l'indice TP01 actualisé.</p> <p>L'acte de cautionnement renouvelé daté du 01/08/2022 prenant en compte le montant actualisé de 128 249€ (montant dont il a été pris acte par courrier préfectoral du 16/05/2022) a été transmis. Cet acte est valable jusqu'au 16/02/2027.</p> <p>Il a été également pris acte du bénéfice des droits acquis pour la rubrique 1978 au régime de la déclaration par courrier préfectoral du 24/02/2022.</p> <p>Un dossier de réexamen et un rapport de base ont été transmis et sont en cours d'instruction. L'arrêté du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED est applicable de plein droit.</p> <p>Lors de la visite d'inspection des installations, il a été constaté que des modifications ont été</p>

apportées (déplacement de 2 cuves collectant les résidus de nettoyage des cuves à fioul chez les clients,...) et que certains projets sont en cours (non finalisés à ce jour). Par ailleurs, les quantités de déchets autorisés à l'article 1.2.4 et à l'article 1.6.8 de l'arrêté préfectoral du 16/02/2017 sont à mettre à jour (plus de DASRI ni de filtres à huiles usagés réceptionnés sur le site).
Observations : Compte-tenu des constats effectués, il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de trois mois : <ul style="list-style-type: none"> - un porter-à-connaissance sur les modifications apportées aux installations classées du site en précisant leur caractère (substantiel, notable, etc) et si elles relèvent d'un examen cas par cas; - la mise à jour éventuelle du classement des installations du site en précisant celles qui relèvent de l'évolution de la nomenclature des installations classées et celles qui relèvent des modifications apportées sur le site; - les éléments justifiant de la prise en compte de l'arrêté ministériel du 17/12/19 dans le cadre du réexamen IED; - un ou des plan (s) mis à jour des installations du site, des schémas du circuit des eaux (pluviales, confinement, effluents etc.), des moyens de défense incendie etc.
Type de suites proposées : Sans suite, observations
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 71.7
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>ARTICLE 71.7. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public au privé, fun diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur, pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. <p>Les appareils sont distants entre eux de 150 m maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lue contre l'incendie, conformément aux référentiels en vigueur.</p>

<p>Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs en différents lieux des installations. Par sondage, il a été vu que le dernier contrôle de ces extincteurs a été réalisé par EUROFEU en décembre 2022. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'un extincteur mobile n'était plus présent à proximité de la zone de réception des matières de vidange et graisses alimentaires. - d'un poteau incendie n°721 situé rue Louis Bréguet. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la dernière mesure réalisée le 07/12/2012 par Le Mans Métropole avec un débit de 197m³/h pour une pression dynamique supérieure à 1 bar. <p>L'exploitant a indiqué mettre en place en janvier 2023 un système d'extinction automatique dans l'armoire extérieure dédiée au stockage de déchets solvantés réceptionnés (acétate de butyle). Cette armoire est, par ailleurs vieillissante (quelques corrosions et traces de choc). L'état de la zone était propre le jour de la visite.</p> <p>Le système d'alarme est, selon l'exploitant, fonctionnel. Il n'a pas été testé lors de la visite.</p> <p>Observations : Il est demandé à l'exploitant dans le cadre du porter-à-connaissance mentionné en point 1, de transmettre le calcul relatif aux besoins en eau pour les installations du site. Le cas échéant, les moyens devront être renforcés en tant que de besoin.</p> <p>Il peut, utilement, se rapprocher des services d'intervention et de secours de la Sarthe (SDIS 72). Lors de la nouvelle mesure du débit du poteau incendie, il convient de s'assurer du débit effectif du poteau malgré l'utilisation simultanée d'autres poteaux éventuels raccordés sur le même réseau d'eau. De même, il lui appartient de vérifier que les extincteurs et autres moyens d'intervention sont adaptés aux types de feux/ produits présents sur le site et en nombre suffisants. Un registre de suivi des matériels est également à mettre en place.</p> <p>Il convient de tenir informée l'inspection des installations classées de la mise en place du système d'extinction au niveau de l'armoire d'entreposage des déchets solvantés. Il est demandé à l'exploitant de renforcer le visuel sur les consignes de sécurité au niveau de cette armoire et de la protéger contre les chocs éventuels.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite, observations</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Rétentions et confinement des eaux d'extinction incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, articles 7.3.1 et 7.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement des eaux d'extinction incendies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 7.3.1. RETENTIONS ET CONFINEMENT</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> 100 % de la capacité du plus grand réservoir; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. [...]</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>[...]</p> <p>IV Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>

V. Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées et traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part, - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

ARTICLE 7.1.7 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction est de 170m³.

En cas d'incendie, une cuve de 80 m³ est disponible en permanence pour recueillir les premières eaux d'extinction. Une pompe de relevage permet de renvoyer les eaux d'extinction vers cette cuve. Les sorties eaux usées et eaux pluviales sont dotées de vannes. En outre, l'exploitant doit disposer d'une procédure interne pour l'isolement des réseaux (T+15') et la mise en œuvre des moyens de pompage (T +60).

Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant a mis en place une bêche souple pour le confinement des eaux d'extinction incendie. Il a été constaté la présence d'une vanne de confinement et des consignes associées.

Il a également été constaté que l'exploitant dispose de consignes de sécurité et d'un plan destiné à l'intervention du SDIS plastifié et mis à l'abri. Les consignes et ce plan ont été mis à jour en novembre 2022. Le SDIS pourrait être utilement informé de la présence et du lieu de mise à disposition de ces plans.

Les fiches de données de sécurité ou les caractéristiques des produits et déchets dangereux sur le site pourraient être également mis à disposition en cas de sinistre.

L'exploitant a indiqué qu'un exercice d'évacuation a été réalisé le 09 décembre 2022 conjointement avec SOTREMO, voisin du site.

Il a été vu lors de la visite, la présence sur site dans un bâtiment fermé d'une société tiers MCV (atelier de mécanique et réparation pour camions). Selon l'exploitant un bail a été signé avec eux. Il indique qu'ils disposent d'extincteurs et d'une alarme en cas d'incident chez eux. L'inspection n'a pas pu se rendre dans cet atelier, fermé le jour de la visite.

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que le bassin dit "bio" récupérant les eaux de l'aire de curage des déchets de l'assainissement après agitation et aération est corrodé (aspect visuel de la surface des parois intérieures).

Observations :

Il est demandé à l'exploitant de:

- transmettre un récapitulatif des volumes de rétention dont il dispose sur le site y compris dans l'armoire à déchets solvantés et leur adéquation avec les quantités de produits et/ou déchets

liquides susceptibles de créer une pollution entreposés; - de mettre en place et de formaliser le suivi des dispositifs de confinement (système ouverture des vannes, ...); - de transmettre un plan à jour avec le schéma de la circulation des eaux usées, pluviales et d'extinction en cas de confinement; - de mettre en place des procédures et consignes d'urgence communes avec MCV et SOTREMO en tant que de besoin (accès au site, moyens communs, alerte, direction des opérations, etc.) - de s'assurer de l'intégrité des parois du bassin dit "bio" afin d'éviter une rupture et un relargage des eaux qui y sont contenues.
Type de suites proposées : Susceptible de suites, délai 3 mois
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, articles 3.2.2 et 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvants et émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : ARTICLE 3.2.2.REJETS ATMOSPHERIQUES [...] Le flux annuel des émissions diffuses de ces composés ne doit en outre pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée. Ce taux est ramené à 15 % si la consommation de solvants est supérieure à 10 tonnes par an.</p> <p>ARTICLE 3.2.4.PLAN DE GESTION DES SOLVANTS Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les plans de gestion 2019, 2020 et 2021 réalisés par le bureau Veritas. Les émissions de solvants sont liés essentiellement à l'activité de nettoyage et de récupération de peintures industrielles des conteneurs reçus sur site (atelier dénommé THP). Ce plan de gestion conclut à l'utilisation d'environ 2.5 tonnes de solvants dont une majorité (1.7t) provient de solvants réutilisés en interne. Les émissions diffuses sont estimées à 2.92 tonnes soit 37.7% de la quantité de solvants achetés (consommation en 2021). Cette valeur est supérieure au flux annuel des émissions diffuses prescrite à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 16/02/2017. Ce plan de gestion mentionne également des incertitudes sur les données utilisées pour l'estimation des consommations et des émissions. Des pistes d'amélioration sont identifiées. Deux d'entre elles ont été mises en place en 2021 : - captation et extraction par des hottes aspirantes au-dessus des postes d'égouttage, dégrossissage et nettoyage en août 2021; - une captation des rejets au niveau du robot de nettoyage qui sont dirigés vers une tour de lavage avec un fonctionnement en circuit fermé. Cette tour de lavage a été mise en place en avril 2021 mais suite à des défaillances, son fonctionnement n'est pas significatif en 2021. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence effective de ces deux installations.</p> <p>Les autres points d'amélioration identifiés consistent à caractériser y compris par analyse d'échantillon les quantités réelles de solvants dans la part réutilisée en interne, dans les déchets de boues et les rendements des systèmes de captation mis en place ainsi qu'un meilleur suivi des solvants régénérés en externe.</p>

Nota : l'inspection n'a pas procédé à un contrôle exhaustif du plan de gestion des solvants (PGS) mais, s'est attachée à regarder les conclusions de ce dernier ainsi que la mise en place effective des systèmes de captation prévus.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre son plan d'actions accompagné d'un échéancier et des pièces justificatives nécessaires en vue de rétablir la conformité sur le flux d'émissions diffuses annuel de ses installations. L'exploitant explicitera le circuit des solvants régénérés et ceux réutilisés en interne pour une meilleure lisibilité et prise en compte. Le plan de gestion des solvants pour l'année 2022 sera à transmettre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites, délai 3 mois
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, articles 7.1.2, 1.4 et 1.6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks déchets et produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 7.1.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX Sans préjudice des dispositions du code du travail, exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de Secours.</p> <p>ARTICLE 1.2.4 QUANTITÉS MAXIMALES DE DÉCHETS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PRÉSENTS SUR LE SITE (CF. TABLEAU DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL)</p> <p>ARTICLE 1.6.8 DÉCHETS ET PRODUITS DANGEREUX Les quantités de produits dangereux et de déchets, soumis à l'obligation de constituer des garanties financières au titre de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, sont limitées aux quantités fixées dans le tableau [..] Déchets liquides hydrocarbures 16 07 08*- 05 01 05* 30 t DASRI 180103* 20t Huiles usagées 13 02 08* de 63 t Déchets d'acétate de N. butyle 140608 2.2 t Acétate de butyle pure 140603* 2.2t Filtres à huiles usagés 160 01 07* 20t</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué disposer d'un état des quantités des cuves de récupération des huiles (2 cuves équipés de sondes de niveau) et des quantités d'acétate de butyle. Il a, par ailleurs, indiqué ne plus prendre de DASRI ni de filtres à huiles usagés. La quantité de terres souillées le jour de la visite était nulle.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'issue de la visite une capture d'écran de son état des stocks qui fait mention de : - 24.27t pour la cuve dénommée "HN BLANCHE" - 0.12t pour la cuve "HN BLEUE"</p> <p>Observations : Compte tenu des constats effectués, il est demandé à l'exploitant de compléter son état des stocks avec la quantité des produits dangereux éventuels entreposés sur site en plus de l'acétate de butyle et par l'ensemble des déchets dangereux mentionnés dans son arrêté préfectoral.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites, délai 1 mois</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Propreté des locaux et des zones

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, articles 2.3.1 et 7.1.3
Thème(s) : Autre, propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion de déchets sur la voie publique et les zones environnantes.</p> <p>ARTICLE 7.1.3. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté par sondage que les locaux et les abords des installations sont correctement nettoyés et propres. Seule la zone autour de la récupération des graisses alimentaires nécessite un nettoyage localisé.</p> <p>Observations : Il est demandé à l'exploitant d'améliorer la gestion de cette zone et notamment : - l'équipement de récupération est à mieux entretenir pour éviter des débordements; - la gestion des flexibles est à améliorer dans la zone pour s'assurer qu'ils sont en bon état. Leur identification permettrait également d'éviter des erreurs de branchements pouvant entraîner des fuites ou des mélanges non souhaités.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite, observations</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Conditions d'acceptation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 5.4.1.2
Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 5.4.1 CONDITIONS D'ACCEPTATION DES DÉCHETS 2 - Certificat d'acceptation des déchets L'exploitant se prononce au vu des informations communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à accepter le déchet en question dans les conditions fixées dans le présent arrêté. Il délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation préalable, soit un avis de refus de prise en charge.</p> <p>Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des éventuelles analyses effectuées sur un échantillon représentatif des déchets.</p> <p>ARRÊTÉ DU 17/12/2019 ANNEXE 3.1 : MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES APPLICABLES À TOUTES LES INSTALLATIONS. I. Gestion des flux de déchets L'exploitant applique les techniques suivantes pour la gestion des flux de déchets : a- Séparation des déchets</p>

<p>Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.</p> <p>b -Compatibilité des déchets avant de les mélanger</p> <p>Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les mélanger, un ensemble de mesures et tests de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur mélange ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets [...]</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il utilise le registre électronique et les bordereaux de suivi de déchets (BSDD) dématérialisés via la plateforme TRACKDECHETS. Par manque de temps, ce point n'a pas été vérifié par l'inspection. L'exploitant a indiqué disposer d'un logiciel interne "JASON" interfacé avec TRACKDECHETS.</p> <p>L'exploitant a indiqué que pour les huiles, deux échantillons sont prélevés chez le client : un destiné au laboratoire d'analyse et l'autre conservé en cas de besoin (problème sur l'échantillon analysé, etc.). Un bon est édité avec une étiquette pour assurer la traçabilité. Ces échantillons font l'objet d'un test pH et de flamme (à l'hydrogène) afin de s'assurer de l'absence de solvants. Les cuves d'huiles in situ ainsi que sur les boues de curage font également l'objet d'analyses. Seules les graisses alimentaires ne font pas l'objet d'analyses.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser les mesures et tests de vérification mis en place pour l'acceptation des déchets sur ses installations afin de respecter ses obligations et de s'assurer notamment qu'il est autorisé à recevoir les déchets entrants et que ceux-ci sont compatibles entre eux avant mélange éventuel.</p> <p>Une procédure ou des instructions rappelant ces mesures pourrait être utilement transmise.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite, observations</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>